

<http://ugtg.org/spip.php?article2682>



ON SÈL CHIMEN : LALIT !

- Expressions - Tracts -



Date de mise en ligne vendredi 14 juin 2024

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Kanmarad, Travayè, Rètrété, Chomè, Jénès, Pèp Gwadeloup,

Depuis des semaines, Président de la République Française, Ministres, Parlementaires et Elus Guadeloupéens, se succèdent pour nous arroser de nouvelles promesses, nouveaux projets, pour trouver des solutions aux problèmes des Guadeloupéens.

Poutan, mizi an mizi , vi an nou piplis an danjé, SAN DLO é lè ni dlo sé kaka, sé klòwdékòn, sé aliminiòm, sé pwazon..., san Lékol, san Travay, san Swen....

Aujourd'hui, l'actualité nous donne raison ; à chaque catastrophe naturelle, chacun se rejette la faute, APA PON MOUN ! tout mettre sur le dos du changement climatique en omettant de dénoncer l'inertie des services publics quant au curage des cours d'eau, quant à la qualité des ouvrages et de la légalité des permis de construire et d'exploiter.

Que dire de la carence de l'Etat et des élus sur le dossier de l'Eau ! l'ARS pa responsab ! Le SMGEAG pa responsab ! Un pays sans responsables. SA KRIMINÈL !

Pendant près de 2 ans, plusieurs centaines de travailleurs de la santé, du médico-social, de l'éducation ont été punis, victimes d'une politique qui n'a de sanitaire que le nom. Sans salaire, sans travail... pour avoir émis leur doute quant à l'injection d'un produit inefficace, non homologué.

Aujourd'hui encore, beaucoup croulent sous les dettes, dans l'incapacité de retrouver une « vie normale ». yo di yo rèpwan travay é yo fini !

Parallèlement, le système de santé continue son agonie, mettant en péril la vie des usagers et du personnel.

Les prix des produits de première nécessité, des produits alimentaires, des prix de logement, de construction, flambent. L'Etat, en combine avec les gérants de station-service et les compagnies pétrolières, refuse de baisser le prix des carburants.

Dans le même temps, les salaires n'augmentent pas et les organisations patronales, soutenues par l'Etat, refusent toutes négociations en branches professionnelles, au mépris de la loi, tout en poursuivant leur entreprise de saccage des conventions collectives. Pourtant, ceux-ci reçoivent des aides financières, bénéficient d'exonération de charges, de défiscalisation..., Tout ceci sans aucune obligation en contrepartie.

Un pays gangréné par un chômage de masse qui touche plus de 30% de la population active, dont 60% de jeunes de moins de 25 ans.

Une exclusion et une précarité de plus en plus accrue des travailleurs de Guadeloupe.

Une farouche diabolisation, de criminalisation, de l'action syndicale.

Les jeunes, les militants, les syndicalistes, sont poursuivis, condamnés, verbalisés, emprisonnés alors que les délinquants détourneurs de fonds et autres membres de confréries jouissent des « faveurs » du système colonial.

Les terres agricoles sont livrées aux multinationales pou fè lajan, nous affamant piplis chaque jour. Une jeunesse découragée de l'orientation du secteur agricole.

Les secteurs de l'éducation, de la santé, des services postaux, de l'emploi et de la formation, etc... sont disloqués au profit du privé.

Les politiques de tous bords, impuissants, ont tous abandonnés les travailleurs, les jeunes et le peuple, se rangeant an kolòn kouvri derrière l'Etat colonial fwansé KA GADÉ YO KA TCHOUYÉ PITIT AN NOU, TCHOUYÉ PÉYI AN NOU !

ON SÈL CHIMEN : LALIT !

Les élus SONT TOUS prêt à mettre en oeuvre le nouvel outil d'aménagement du carcan colonial que constitue l'autonomie régionale, directive de l'Union Européenne que la France a obligation d'appliquer. Sé sa ké sové nou dapwé yo !

Manti a yo, sé toujou dominasyon pou esplwatasyon !

Le pays souffre, la misère et la pauvreté gagnent du terrain dans un pays qui se meurt un peu plus chaque jour. Nous ne pouvons, ni ne devons accepter cette vie de mépris et d'indignité.

JEUNES, SALARIES, CHOMEURS, RETRAITES, PEUPLE DE GUADELOUPE,

La remise en cause des droits et des acquis sociaux plonge les salariés mais aussi les chômeurs, les retraités, les jeunes dans une extrême pauvreté.

L'augmentation des prix des carburants, des produits de première nécessité, des matériaux de construction, des billets d'avion, etc.... plongent les ménages guadeloupéens piplis dans la misère, l'exclusion avec toutes déviances sociales qu'une telle situation peut entraîner.

Travayè, Pèp GWadloup, ANNOU PWAN BALAN ANSANM ANSANM POU SOVÉ VI AN NOU !